

Les crédits

cruellement sentir, et les carences et les problèmes sociaux résultant de cette pénurie de services?

Mme Hunter: Madame la Présidente, le député a très bien posé sa question. Les services de garderie constituent un investissement pour notre avenir. Si nous n'offrons pas ces services, les femmes, qui sont surtout celles qui s'occupent des enfants dans notre pays, se trouvent devant le terrible dilemme d'avoir à laisser leurs enfants à la maison pour aller gagner de quoi subvenir à leurs besoins.

• (1350)

Faute d'un programme national de garderie, c'est notre avenir que nous mettons en péril. Nous pouvons soit investir dans nos enfants quand ils sont petits, soit investir plus tard, pour agrandir les prisons ou les établissements psychiatriques, car les enfants qui ont été négligés dans leur jeunesse sont ceux qui, dans une proportion excessive, se retrouvent plus tard dans ces institutions.

Ce n'est pas là dramatiser à outrance le besoin d'un programme national de garderie. Ce sont les enfants du Canada qui sont négligés. J'exhorte le gouvernement à ne pas attendre aux prochaines élections pour instituer un programme national de garderie.

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Je tiens à féliciter ma collègue, la députée de Saanich—les Îles-du-Golfe, pour avoir parlé avec tant d'éloquence de l'un de nos prédécesseurs à la Chambre, M^{me} Agnes MacPhail, et du travail qu'elle a accompli au cours des années, non seulement au profit des femmes de tout le Canada, mais également des habitants des petites localités rurales.

En passant, ma collègue a parlé expressément de quelques-unes de nos préoccupations à propos des choix de Postes Canada, qui supprime les bureaux de poste dans les petites localités, alors que ces dernières ont grandement besoin de ce service.

La circonscription d'Okanagan—Shuswap compte un certain nombre de ces petites localités. Je sais que les habitants de ces régions sont vivement préoccupés par ce qu'ils considèrent comme une érosion, non seulement de la qualité du service offert par Postes Canada, mais également de la dynamique et du tissu social de ces localités. Les députés dont la circonscription compte de petites localités conviennent certainement avec moi que le bureau de poste constitue bien souvent un centre

d'activité sociale où les gens se rencontrent régulièrement pour bavarder tout en prenant leur courrier.

Dans les localités où les bureaux de poste ont été fermés, on soutient que tout le climat social est modifié lorsque le service est privatisé pour devenir un point de vente au détail. Je sais que, dans un secteur de ma localité, dans le nord de Shuswap, les habitants sont considérablement préoccupés, maintenant que le service a été privatisé, même si le commerçant fait de son mieux pour assurer un service de vente au détail. Son travail de maître de poste n'est que secondaire par rapport à son activité première, soit celle de détaillant de produits d'alimentation. Il n'est pas suffisamment bien rémunéré pour une bonne partie des services qu'il fournit à la collectivité.

Plusieurs petites localités de ma circonscription, dont celles de Lumby, d'Armstrong et d'Enderby, ont été avisées de l'établissement de comptoirs postaux. J'estime que c'est la première étape de la disparition des bureaux de poste dans ces localités.

Au nom de ces citoyens qui ont fermement pris position, je dois dénoncer ce qu'ils considèrent comme l'érosion de la qualité de vie des régions rurales du Canada, celle d'Okanagan—Shuswap en particulier. Ces personnes tiennent à ce qu'on sache qu'elles veulent que cette diminution de service et cette érosion de leur style de vie cessent, et que nous maintenions les services que Postes Canada avait coutume de fournir à ces collectivités dans tout le Canada. Nous voulons que ces services soient maintenus.

Mme Hunter: Les commentaires de mon collègue d'Okanagan—Shuswap en rejoignent d'autres concernant Postes Canada et les initiatives gouvernementales qui détruisent le Canada rural. Nous souscrivons à la motion, qui reproche ces initiatives au gouvernement. Je sais que la situation est la même dans ma circonscription; les efforts de privatisation des bureaux de poste ruraux vont réellement nuire à ces collectivités.

La destruction des collectivités rurales entraîne la négation de toute notre histoire et de notre mode de vie. Les gens ont de bonnes raisons de vivre dans de petites localités. Quand on leur retire les services, ils n'ont pas d'autre choix que de déménager dans de plus grandes villes où leur arrivée cause toutes sortes de problèmes sociaux. Le gouvernement canadien devrait renverser la vapeur et donner à Postes Canada les ressources nécessaires au maintien des bureaux de poste ruraux.